



DECLARATION DES OS DU 06 ET DEMANDE D'AUDIENCE

Depuis plusieurs quinquennats, l'État poursuit son désengagement en démantelant le service public.

Dans cette optique, le Ministère des Finances est celui qui sert de garde-manger pour les suppressions d'emplois.

Les Alpes-Maritimes font partie des départements les plus sanctionnés, sans tenir compte du contexte local où la population ne cesse de croître et où nos effectifs baissent à un rythme effréné.

Ce n'est que grâce à l'investissement des agents que ce département n'est pas devenu un paradis fiscal !

Aussi, à la vue du contexte actuel et des dernières annonces du Président de la République en matière de redistribution des emplois de Paris vers la province et après les premières rencontres bilatérales, nous désirons vous revoir en intersyndicale pour évoquer les difficultés spécifiques du département.

Face à une population hétérogène avec une forte majorité de retraités, soit très riche, soit en grande précarité, le manque cruel d'emplois est devenu insupportable pour nos collègues.

Nous vous rappelons que :

- Tous nos emplois ne sont pas pourvus pour cause de cherté de la vie dans notre département (non obtention de la zone 0) ;
- Notre taux de réception de contribuables est supérieur à la moyenne nationale ;

De plus le budget diminuant sans cesse, nos missions ne peuvent plus être exercées en toute impartialité et en respectant l'égalité de traitement des citoyens.

La conservation de nos missions est la garantie d'une égalité fiscale sur tout le territoire et d'une gestion des établissements publics et des collectivités locales, dans la justice, l'équité et la gratuité d'accès pour le citoyen.

Les conditions de travail ne cessent de se détériorer, entraînant un climat tendu entre les collègues, entre les agents et la hiérarchie, et des relations avec les usagers de plus en plus difficiles à gérer, ceci générant des risques psychosociaux.

Les réductions budgétaires et d'emplois touchent aussi les services sociaux, alors que va-t-il rester aux agents ?

La délégation des services sociaux des Alpes-Maritimes gère :

- **2500 actifs et environ 3600 retraités ;**
- **Près de 400 logements sociaux, deuxième parc de France après l'Île-de-France.**

De plus, nous sommes un département de première affectation, nous demandons donc à ce que tous les emplois actuels soient maintenus !

Avec les suppressions d'emplois à venir et la géographie revisitée, vous allez de nouveau nous présenter des restructurations, de nouveaux abandons de missions, dans la logique des consignes du gouvernement.

Aujourd'hui, toutes nos missions sont attaquées : du cadastre à la gestion publique, en passant par le contrôle fiscal, le recouvrement, la publicité foncière. Ces choix aboutissent aujourd'hui à une réduction drastique de l'offre de service public.

Ce n'est pas admissible !

Les agents sont à bout dans la plupart des services. Les usagers font aussi les frais de cette politique, en témoigne la file d'attente interminable tous les jours dans nos accueils et plus particulièrement à l'accueil de Nice Cadéï.

Dans l'immédiat, les OS du 06 vous demandent au plan local :

- ✓ **La communication de la géographie revisitée : si des restructurations sont envisagées, les agents doivent en être informés dès maintenant;**
- ✓ **Le niveau des suppressions d'emplois à venir;**
- ✓ **Un véritable audit des services en matière d'accueil du public;**

Cette rencontre en intersyndicale est nécessaire afin d'avoir le même niveau d'information dans la mesure où dans les Alpes-Maritimes il n'y a eu aucune instance paritaire depuis le 18 janvier dernier.

Nice le 25 avril 2019

En conclusion,

**LE SLOGAN DE LA FUSION ETAIT
GAGNANTS/GAGNANTS
20% DES AGENTS L'ONT ETE ET 80% SONT PERDANTS !!!**